

REGARDS

GARDIENNAGE

Indispensables invisibles

Luc Caregari

Un marché sous pression, des conditions de travail souvent pas optimales, une réforme qui se fait attendre et l'étau politique qui se resserre : le secteur du gardiennage est complexe et vaut bien un regard plus précis.

Pour la plupart d'entre nous, ils et elles appartiennent aux meubles du salon de notre quotidien. Présents, mais souvent pas perceptibles, leurs uniformes symbolisent un besoin de sécurité souvent très politisé. C'est que le gardiennage, au-delà de ses fonctions essentielles, est supposé apporter aussi ce fameux « sentiment de sécurité » à la population - que ce dernier soit réel ou non. Pourtant, derrière les agent-e-s que l'on peut croiser dans les trains, les gares et les rues de la capitale se cache un corps de métier souvent invisible. Les employé-e-s surveillent ainsi banques et ministères de nuit comme de jour, montent la garde dans les supermarchés et les chantiers, doivent être au taquet souvent à des heures pas possibles et sont très dépendant-e-s de leurs employeurs, comme du marché dans lequel ceux-ci doivent s'imposer.

Bref, les salarié-e-s des services de sécurité partagent avec celles et ceux du secteur du nettoyage le lot d'être aussi invisibles qu'indispensables pour le fonctionnement de notre société - tout en existant aux marges en ce qui concerne la rémunération et le respect du droit du travail. Ce qui est aussi dû au fait que, depuis des décennies, le marché de la sécurité au grand-duché s'est toujours défini par une étroite collaboration internationale. Une firme comme Securicor, fondée en 1972 par un conglomérat

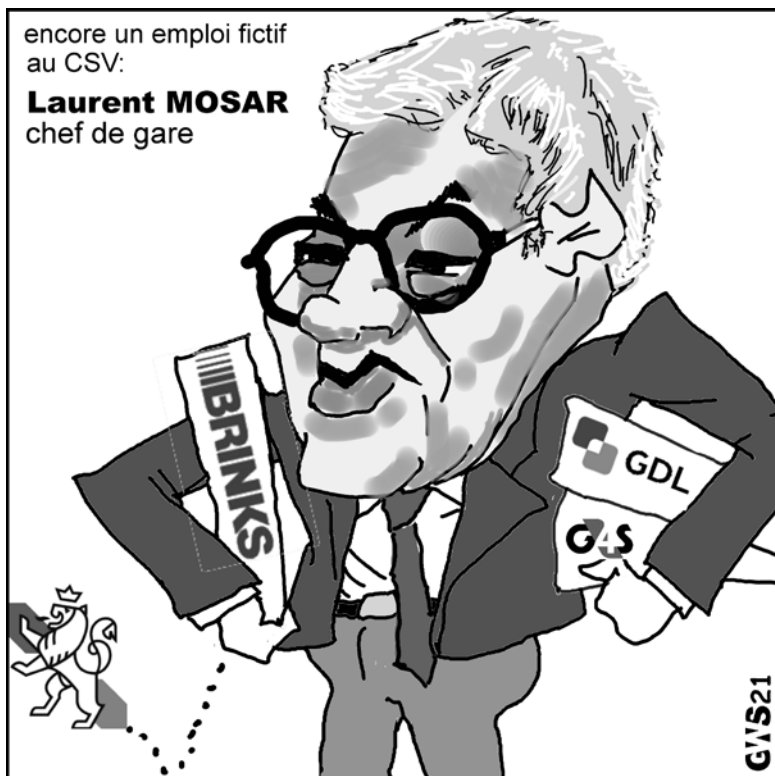
anglo-luxembourgeois (un des premiers administrateurs étant d'ailleurs Sir Richard Leofric Jackson - policier de la brigade criminelle londonienne et cofondateur de Securicor au Royaume-Uni -, un personnage haut en couleur et adoubé par la reine) et passée au concurrent international Brink's en 2005, incarne cette tendance. La même chose vaut pour G4S au Luxembourg, dont la première émanation date de 1982, à la suite d'une alliance entre l'Arbed et Security and Technology International BV - depuis longtemps absorbée par le géant G4S, le concurrent de Brink's. L'apparition en 2019 d'Onet Security, la branche sécurité de l'entreprise de nettoyage Onet - entreprise familiale française fondée au 19^e siècle dans le port de Marseille et devenue une multinationale depuis - a certainement accru la pression.

Un marché concurrentiel et international

Des conditions concurrentielles qui peuvent mener à des situations difficiles, comme l'illustre la récente reprise par Brink's de la filiale G4S Cash Solutions, spécialisée dans le transport de fonds. Désormais les agent-e-s formé-e-s à ce type de travail particulier travailleront donc pour Brink's et personne d'autre. Ce qui inquiète l'OGBL : « C'est une situation de monopole », explique Julie Roden, secrétaire centrale adjointe du syndicat services et énergie. « Brink's n'est pas vraiment connu pour être un bon patron, et nous nous inquiétons pour les salarié-e-s, qui seront donc forcé-e-s de travailler pour cette entreprise dans ce métier de toute

encore un emploi fictif au CSV:

Laurent MOSAR
chef de gare





Désormais, les seuls convois de fonds au grand-duché seront ceux de Brink's.

façon à risque. » L'OGBL a dès lors contacté le Conseil de la concurrence à ce sujet - qui temporise encore sur l'éventuelle ouverture d'un dossier, comme nous l'a confié Roden.

« Mais nous ne craignons pas uniquement pour les convoyeurs de fonds. Si Brink's est la seule firme à offrir ces services, elle peut fixer les prix, et les banques n'auront pas le choix. Nous voyons aussi un risque que ces frais soient finalement répercutés sur la clientèle », explique-t-elle.

Cette dernière évolution illustre aussi la dépendance des salarié-e-s envers leurs patrons, qui peuvent non seulement les faire bouger d'une entreprise à l'autre - les fameux transferts d'entreprise -, mais aussi les déplacer au sein de leur entreprise à leur gré : « Il arrive souvent que d'un jour à l'autre l'affectation change et qu'un agent qui a gardé le même immeuble pendant une ou plusieurs années soit réaffecté à des kilomètres de là », témoigne Roden. « De plus, les conditions de travail sont souvent difficiles, surtout pour la garde des chantiers, où il faut tenir des heures durant dehors dans toutes les conditions météorologiques possibles. » S'y ajoute la pandémie, lors de laquelle les agent-e-s de sécurité se sont retrouvé-e-s en première ligne, comme celles et ceux qui gardent les supermarchés aussi pour surveiller le respect des gestes barrière et du port du masque. Les altercations avec une clientèle récalcitrante n'étaient pas rares, selon la syndicaliste : « Et cela alors qu'au début ces personnes devaient travailler sans gants ni masques. Et ce n'est pas que dans les surfaces commerciales que ça a été difficile, mais aussi à la Wanter-

aktioun, où les conflits avec la clientèle étaient à l'ordre du jour. Au début, les gardiens affectés à ce poste n'avaient même pas de masques FFP2. Ce n'est qu'après un certain temps et des protestations qu'ils en ont eu, mais pas en nombre suffisant. »

Une formation pour encadrer la profession

Ce qui plombe les yeux en se penchant sur le gardiennage, c'est le poids de deux mesures politiques à leur égard. D'un côté, le secteur est la panacée trouvée par les communes de Luxembourg et de Differdange pour inoculer un peu plus de ce « sentiment de sécurité » à leurs citoyen-ne-s et leur électoral. Et cela nonobstant le fait que pousser ces agent-e-s à se substituer à un certain degré à la police ne leur fait pas que des ami-e-s parmi les forces de l'ordre, mais représente aussi un risque accru pour leur sécurité - sans parler de la base légale de ces patrouilles pour le moins vacillante. Il ne faut pas ignorer que les agent-e-s ne sont pas toujours des anges en ce qui concerne leur capacité à calmer des situations conflictuelles. Et que les incidents - avec parfois des relents de racisme - mettant en cause du personnel de sécurité ne sont pas rares non plus. Des facteurs qu'un Laurent Mosar ou une Lydie Polfer ne semblent pas prendre en compte, vu que la capitale envisage de persister et d'envoyer désormais des agent-e-s de sécurité aussi dans le quartier de Bonnevoie.

Alors que, quand il s'agit des droits de ces salarié-e-s, la classe po-

litique a tendance à faire la sourde oreille. En un an (de février 2020 à mars 2021), l'OGBL a compté un piquet de protestation, quatre communiqués de presse, trois courriers à la Fedil et « d'innombrables demandes d'entrevues avec la ministre de la Justice », comme le note la publication dédiée au secteur du gardiennage, « guardian news », de l'OGBL. Et en effet, pour que soit instauré un groupe de travail interministériel qui planche sur la réforme tant attendue du secteur, le syndicat a dû rappeler plusieurs fois ses promesses à la ministre. Qui politiquement se retrouve dans des eaux difficiles, surtout en ce qui concerne lesdites patrouilles, manifestement pas couvertes par la loi de 2002 : alors que les Verts de la capitale sont remontés contre, les Verts differdangeois les emploient pour « protéger » leur commune. Même si, selon Roden, la ministre aurait laissé entendre lors de leurs entretiens qu'elle était plutôt opposée à l'idée de mélanger la police et les services d'ordre privés.

Pourtant, les discussions autour de cette loi portent sur bien d'autres thèmes encore que les missions du gardiennage. Les échanges, qui impliquent aussi bien les fonctionnaires des ministères de la Justice, de l'Intérieur, de l'Éducation nationale, des Classes moyennes et de l'Économie que la Fedil en tant que patronat, tournent aussi autour de la formation des agent-e-s, et cela dans la perspective aussi d'une possibilité de meilleure rémunération à l'ancienneté. C'est qu'à l'étranger (surtout en France), des formations officielles au gardiennage existent. D'ailleurs, une certaine partie des salarié-e-s du sec-

teur au Luxembourg, qui sans surprise se compose essentiellement de frontaliers, est composée d'ex-gendarmes français à la retraite qui arrondissent leurs fins de mois au grand-duché.

C'est pourquoi l'OGBL, la Chambre des salarié-e-s et la Chambre des métiers mettent la pression pour l'installation d'un CCP (certificat de capacité professionnelle) pour le métier de gardien-ne. Une telle formation ne permettrait pas uniquement d'ouvrir le métier et de le rendre plus attractif, mais aussi de l'encadrer et de le réglementer enfin, ce qui n'est pas le cas en ce moment et ouvre la porte à des abus patronaux. Ainsi, au cours de la crise pandémique, il est arrivé au sein d'un même groupe - qui propose aussi d'autres services - que des personnes se retrouvent gardien-ne-s alors qu'elles travaillaient à l'origine dans la restauration collective. C'est pourquoi une définition claire du métier s'impose, même si la Fedil n'y semble pas trop favorable.

Un dernier détail a semé la pagaille par le passé : le secteur de l'événementiel. Alors qu'il n'est pas inclus dans la loi de 2002, la présence d'agent-e-s de sécurité aux concerts, centres culturels, festivals, voire à la Schueberfouer est une réalité qu'il faudra aussi inscrire dans le texte de la loi à venir. L'OGBL se montre optimiste quant à cette revendication, et il n'est pas le seul : le 16 mars, l'entreprise GDL Security a procédé à un changement de ses statuts. La boîte, qui a décroché les contrats des patrouilles à la gare de Luxembourg, prévoit désormais aussi de couvrir des événements culturels. Le marché ne dort décidément pas...